

la guerre. Mais la couronne n'a pas encore envoyé de message sur l'état des affaires diplomatiques. On disait à la Bourse, que M. Lafitte n'avait pas intention de s'opposer à l'occupation du duché de Luxembourg par les Prussiens. La voix publique s'élevait contre ce plan de politique. Les fonds ont un peu haussé.

Tel était l'état des choses et des opinions à Paris et à Londres, à la fin de Novembre, et l'on en peut conclure que, quoiqu'il pût y avoir de l'exagération et des craintes malfondées, l'alternative de la guerre est plus probable que celle de la paix. Quand les puissances en sont venues à faire des préparatifs comme ceux dont on parle, à se munir de grands moyens d'attaque ou de défense, il est très rare que ces moyens ne soient pas employés.

Il est pourtant vrai de dire que quand la Russie prenait, d'après le bruit commun, un ton ou une attitude hostile, elle ne connaissait pas le changement de ministère, et conséquemment de politique, qui a eu lieu en Angleterre. Elle pouvait espérer de la part du ministère tombé un appui qu'elle ne peut pas attendre de celui qui l'a remplacé, et la différence des circonstances pourrait lui inspirer des sentimens différens, d'autant plus, que ne s'étant pas encore déclarée ouvertement, elle n'aurait pas à revenir sur ses pas d'une manière qu'elle pût regarder comme préjudiciable à sa puissance ou à sa dignité. Quoiqu'il en soit, les dernières nouvelles de Paris faisaient attendre prochainement des déclarations importantes et décisives sur l'état futur des affaires.

Le changement de ministère en Angleterre, amène un changement de mesures, sur plusieurs points importants, et, suivant nous, un changement pour le mieux. Pour reproduire ici en substance les idées et les expressions d'un *contemporain*, "il y a plus à se réjouir, qu'à s'affliger : du côté des talens, les membres du nouveau cabinet surpassent de beaucoup leurs prédécesseurs ; et rien ne nous porte à croire qu'ils ne les égalent pas en intégrité. Il s'agit seulement de savoir s'ils jouiront à un égal degré de la confiance et de l'appui du parlement, deux choses sans lesquelles ils ne sauraient se maintenir.

"Le gouvernement de la Grande-Bretagne, quelque soit la théorie de la constitution, est en réalité une oligarchie. Quelques grandes familles contrôlent et le roi et le peuple. La chambre des communes est le théâtre de la dispute, et le vote de ce corps est décisif. Selon la lettre de la constitution, cette branche de la législature représente le peuple de la Grande-Bretagne ; mais dans le fait, la majorité des membres de cette chambre sont nommés (au moyen des bourgs pourris,) par les